



CBD



**CONVENTION ON
BIOLOGICAL DIVERSITY**

Distr.
GENERAL

UNEP/CBD/COP/3/Inf.5
8 October 1996

ORIGINAL: ENGLISH

CONFERENCE OF THE PARTIES TO THE
CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY
Third meeting
Buenos Aires, Argentina
4 to 15 November 1996

**SUBMISSIONS RECEIVED BY THE EXECUTIVE SECRETARY CONCERNING THE
POSSIBLE INFLUENCE THAT INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS MAY HAVE ON THE
IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION**

(Submissions have been reproduced as received by the Secretariat)

CONTENTS

Chile.....	Page 3
China.....	Page 4
Ireland.....	Page 5
Madagascar.....	Page 7
The Netherlands.....	Page 9
New Zealand.....	Page 11
Peru.....	Page 12
South Africa.....	Page 13

CHILE

REPUBLICA DE CHILE
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES
EMBAJADA EN KENYA

NQ 45-C-3/96

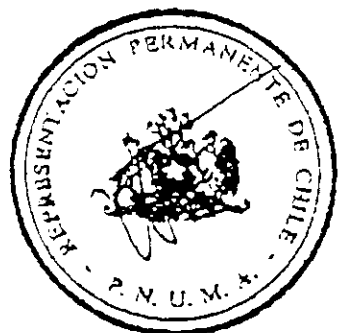
La Representación Permanente de Chile ante el Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente (PNUMA) saluda muy atentamente al Secretario Ejecutivo de la Convención de la Diversidad Biológica y tiene el honor de referirse a su Nota de fecha 4 de Enero pasado, mediante la cual solicita la opinión del Gobierno de Chile respecto de una serie de Resoluciones de la Segunda Conferencia de las Partes (II/10, II/4, II/9, II/8, II/3 y II/12).

Sobre el particular, esta Representación Permanente cumple con informar a la Secretaría Ejecutiva que, efectuadas las consultas del caso ante las autoridades pertinentes de Chile, estas han informado que se encuentran en plena elaboración y análisis de los referidos documentos, razón por la cual no ha sido posible hasta esta fecha hacerlos llegar oficialmente a la Secretaría Ejecutiva.

En consideración a lo anterior, esta Representación Permanente se permite solicitar al Señor Secretario Ejecutivo que se prorrogue el plazo fijado a Chile para la recepción de dichos antecedentes hasta fines del presente mes de marzo.

La Representación Permanente de Chile ante el Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente aprovecha la oportunidad para reiterar al Señor Secretario Ejecutivo las seguridades de su más alta y distinguida consideración.

Nairobi, 19 de Marzo de 1996



Written Contributions and Information Submitted by the Chinese Government to UNEP

I. On Biological Diversity and Trade-related Intellectual Property Rights

China has so far done very little in this regard, but it is posed to identify the impact of intellectual property rights and other patent right that will exert on the implementation of the Convention on Biodiversity(CBD), especially concerning the intellectual property rights protection of spices resources.

IRELAND

Dear Mr Juma

RE: Intellectual Property Rights

I refer to your request of 13 January, 1996 for written contributions and information on Intellectual Property Rights. The following is the situation in Ireland:-

Intellectual Property Protection

Ireland has a highly developed system of Intellectual Property Organisation and is party to the following International Conventions:-

- Convention establishing the World Intellectual Property Organisation
- Paris Convention for the Protection of Industrial Property
- Patent Co-operation Treaty
- European Patent Convention
- Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works
- Madrid Agreement for the repression of false or Deceptive Indications of Source on Goods
- NICE Agreement Concerning the International Classification of Goods and Services for the Purposes of the Registration of Marks
- International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations
- Locarno Agreement Establishing an International Classification for Industrial Designs
- Strasbourg Agreement concerning the International Patent Classification
- International Convention for the Protection of New Varieties of Plants
- TRIPS Agreement.

Ireland is supportive of benefit sharing on mutually agreed terms in accordance with Article 15 of the Convention (Access to Genetic Resources). Access to and transfer of technology in accordance with Article 16 must be consistent with international law, including international law on intellectual property rights that the private sector can be encouraged to develop and transfer technologies.

Access to and Transfer of Technology

Ireland operates a national biotechnology research programme, (BioResearch Ireland) which co-ordinates research in a number of universities. The objective is to build up a national capability in this important technology and to develop and transfer it for industrial development purposes. From that stand point, Ireland supports the need for strong intellectual property protection so that the benefits of research can be converted into economic development at home.

I apologise for the delay in sending this information to you.

Yours sincerely

M. D. Arcy
Margaret D'Arcy
Heritage Policy Division

MADAGASCAR

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

(Décision II/4 de la Conférence des Parties de la Convention sur la Diversité Biologique)

Dans la Convention sur la Diversité Biologique, à l'article 15, il est stipulé que :

- chaque pays est souverain sur sa diversité biologique ;
- chaque pays source devrait se doter d'un cadre administratif et juridique, afin de lui permettre de contrôler et de réguler l'accès des autres nations à leurs ressources génétiques.

Cet accès devrait être organisé de façon consensuelle, avec une autorisation préliminaire de prospecter, selon un partage équitable des bénéfices (commercialisation, utilisation, résultats de recherche) obtenus à partir des ressources génétiques.

Madagascar se doit de se préparer, comme tous les autres pays en développement, à faire face à toutes les possibilités de valorisation de sa diversité biologique. Pour cela, il lui faut s'organiser, se structurer sur le plan législatif et sur le plan institutionnel, afin d'aborder des négociations avec des organismes privés ou étatiques en vue de l'accès à ses ressources naturelles sur un pied d'égalité. Ceci par le biais des droits de propriété intellectuelle et industrielle.

Sur le plan international, Madagascar est membre de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle depuis 1963. Madagascar compte également parmi les pays membres au Traité de coopération en matière de brevet, à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Madagascar a adhéré à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et envisage d'adhérer à l'arrangement de Droit de Propriété industrielle sur le Commerce (ADPIC).

Sur le plan national, le 31 juillet 1989, le gouvernement malgache a adopté l'ordonnance n° 89-019 instituant un régime pour la propriété industrielle. Le décret d'application n'est paru qu'en 1992 ; l'OMAPI, établissement public doté d'autonomie administrative et financière, n'est opérationnel que depuis 1994. 60 demandes de brevet ont été enregistrées, dont 20 brevets issus de ressortissants malgaches. Jusqu'à présent, peu de demandes concernant la protection de l'environnement et la diversité biologique.

L'OMAPI édite la Gazette officielle de la propriété industrielle, qui en est à sa 6ème diffusion.

L'OMAPI travaille en coopération avec l'INPI (Institut national de la propriété industrielle français).

Les brevets, les certificats d'obtention végétale, les marques, les appellations d'origines, les droits d'auteurs devraient donner la possibilité de créer des revenus à partir de la diversité biologique, dont une partie pourrait être affectée à la conservation et à la valorisation.

Ce n'est pas encore tout à fait le cas. En effet, malgré les efforts des institutions nationales (Direction des Eaux et Forêts, ANGAP), la sortie du territoire des ressources biologiques et de leurs dérivés continue, n'est pas maîtrisée, pour ne pas dire qu'ils échappent au pays. /...

Il y a perte d'échantillons d'espèces vivantes, lesquelles font l'objet de reproduction à l'extérieur, sans retombée pour Madagascar, il y a perte de données de la part des chercheurs étrangers sans que les nationaux soient associés toujours aux résultats ; il y a déséquilibre entre les avantages qu'en retirent les parties, les brevets étant plutôt obtenus par les exploitants à l'étranger. Bref, une valorisation par droits de propriété intellectuelle et industrielle est nécessaire, en faveur des pays sources, pour éviter un appauvrissement en ressources génétiques sans qu'ils en retirent une contrepartie.

Dans l'article 8 de la loi malgache, sont exclus de la protection par brevet :

- les variétés végétales ou animales, ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention des végétaux ou animaux ;
- les produits pharmaceutiques, vétérinaires, cosmétiques et alimentaires ;
- les méthodes, les systèmes, les plans, les découvertes et les théories scientifiques ainsi que les abstractions de pure forme qui ne résolvent pas un problème concret ou ne donnant pas une solution technique tangible, sans préjudice de la protection des applications pratiques qui les incorporeraient selon les exigences de l'article 4;

Or, ceux-ci constituent les principales formes de mise en application de la recherche basée sur le développement des produits naturels : une réforme législative est donc nécessaire.

En outre, Madagascar n'est pas signataire de l'UPOV, concernant le droit délivré au créateur d'une nouvelle obtention végétale. Le pays ne bénéficie donc pas de cette forme de protection. De même, Madagascar n'est pas signataire de l'Arrangement de Lisbonne réglementant la protection des Appellations d'origine.

Par contre, Madagascar dispose d'une loi parue en 1994 concernant le droit d'auteurs protégeant les logiciels, les banques de données.

Les techniques contractuelles.

L'utilisation de contrats déterminés permet de prévoir une rétrocession des bénéfices générés à partir d'un produit naturel, à l'égard du pays dont il est originaire à l'exemple INBIO.

Des accords d'autorisation de recherche et d'étude sont délivrés par la DEF, des permis par l'ANGAP pour l'entrée dans les aires protégées. A ces accords et permis, devraient être ajoutés des dispositions contractuelles entre les parties.

Un consultant auprès de l'ANGAP propose la création d'un guichet unique, institution unique représentative de toutes les administrations malgaches travaillant sur la diversité biologique. En attendant ceci, un projet de décret a été élaboré pour la mise en place d'un Comité d'orientation de la Biodiversité (COBIO) au niveau de la Direction des Eaux et Forêts, mais le texte n'est pas encore officialisé.

Le problème qui se pose est le respect des contrats par les parties. Des solutions sont à travers.

THE NETHERLANDS

Ministerie van Buitenlandse Zaken

Bezuidenhoutseweg 67
Postbus 20061
2500 EB 's-Gravenhage
Telefoon 070 - 3 48 6+ 86
Telex 31326

Mr. Calestous Juma
Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological Diversity
World Trade Centre
413 St. Jacques Street
Office 630
Montréal, Québec
Canada H2Y 1N9

Directorate-General
International Cooperation

Date :
27 March 1996

Re :
Written Contributions and Information
on Intellectual Property Rights

Ref :
DIO/EP - 0601/96

Dear Mr. Juma,

With reference to your letter dated 13 January 1996 containing a request for written contributions and information on Intellectual Property Rights I have the pleasure to submit the following to you.

" In accordance with Article 16 of the Convention on Biological Diversity (CBD) the Contracting Parties have undertaken to provide and/or facilitate access for and transfer to other Contracting Parties of technologies that are relevant to the conservation and sustainable use of biological diversity or make use of genetic resources and do not cause significant damage to the environment. Article 16 furthermore recognizes that such access and transfer shall in the case of technology subject to patents and other intellectual property rights be provided on terms which recognize and are consistent with the provisions in both national and international law for the adequate and effective protection of intellectual property rights.

In the Netherlands' opinion the CBD on the one hand and the Convention on Trade Related Intellectual Property Rights (TRIPs) on the other serve different, but not contradictory objectives. The relevant distinction to be made is that patents and therefore also the Convention on TRIPs do not relate to the protection of the discovery of genetic resources but to the protection of technical inventions to solve technical problems. /...

The challenge ahead with regard to the CBD is to identify mechanisms that are effective in helping to achieve the objectives of the convention. These mechanisms should at the same time not prevent Contracting Parties from taking measures with regard to the exploitation of their natural resources, for the CBD does not affect contracting parties' competence to regulate the access to their genetic resources by way of national legislation.

The Netherlands facilitates the access to and transfer of knowledge and technology, by organising conferences and by taking part in discussions in international fora. The Netherlands furthermore contributes to the biodiversity programme of the Global Environmental Facility and supports financially the implementation of other activities oriented at the conservation and sustainable use of biodiversity. In the latter regard the Netherlands' support to the transfer of knowledge and technology for the conservation and sustainable use of forests can be mentioned in particular.

As regards the state of the art in the transfer of technologies by private sector actors and relevant government policies to promote such transfers of technology it is worth mentioning that the OECD has recently taken the initiative to prepare an inventory."

I hope, Sir, that this contribution may be of use in the preparation of the background documents.

Yours Sincerely,

International Organisations Department
Head of the Economic Affairs and Trade Policy Division

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by several smaller, more intricate strokes, ending in a short horizontal line.

Kees M. Coops

NEW ZEALAND



NEW ZEALAND PERMANENT MISSION TO THE
OFFICE OF THE UNITED NATIONS AT GENEVA

28 A, CHEMIN DU PETIT-SACONNEX

P.O. BOX 334

1211 GENEVA 19 • TEL 022/734 95 30 • FAX (022) 734 30 62

26 March 1996

Mr Calestous Juma
Executive Secretary
Biodiversity Secretariat
Montreal

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Peter Coleridge".

Dear ~~Mr~~ Juma

With regard to notes received from the Secretariat concerning Knowledge, Innovations and Practices of Indigenous and Local Communities (dated 16 January), Intellectual Property Rights (dated 13 January) and the Transfer and Development of Technology (dated 9 January), we have been asked by our authorities to pass on the following response:

"Consultations with Maori on how to address concerns that Maori have in relation to their traditional knowledge, cultural property and indigenous material are at a very preliminary stage. Among the issues that are likely to be discussed are expropriation or inappropriate use of such knowledge, and mechanisms for its protection."

Yours sincerely

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Clare Fearnley".

(Clare Fearnley)
for the Ambassador

1...

4. Derechos de propiedad intelectual

- En el contexto de lo acordado en el párrafo 1 anteriormente referido, el Grupo de Trabajo 4 analizará la implementación de un Registro Especial de conocimientos, innovaciones y prácticas de pueblos indígenas, y evaluará la posibilidad de promulgar legislación específica en esta materia o modificar y/o complementar la legislación nacional vigente en materia de propiedad intelectual para responder adecuadamente a los intereses de los pueblos indígenas.

El Perú, durante la Segunda Conferencia de las Partes del Convenio sobre la Diversidad Biológica llamó la atención sobre la necesidad que los países receptores de recursos genéticos adopten medidas legislativas u otras, para promover el cumplimiento de los objetivos del Convenio.

Entre otras medidas que podrían analizarse, los sistemas de propiedad intelectual podrían considerar antes de la concesión de un derecho sobre material biológico o procedimientos biotecnológicos que se verifique la procedencia legal del material genético respectivo.

Este requerimiento podría asimismo garantizar que se hayan alcanzado los "términos mutuamente convenidos" y el "consentimiento fundamentado previo" entre el país importador y el exportador de los recursos.

SOUTH AFRICA

Mr Juma,

Re: Request for written contributions and information on:

- a. The Conservation and sustainable use of Marine and coastal biological diversity
- b. Intellectual property rights
- c. Transfer and development of technology under the CBD
- d. Information on Forests and biological diversity.

Re: Background material

- a. Knowledge, innovations and practices of indigenous and local communities
- b. Incentive measures for promoting conservation and sustainable use of biological diversity
- c. Identification, monitoring and assessment of biological diversity

Re: Guidelines of the review of the effectiveness of the financial mechanism of the CBD.

Unfortunately South Africa is not yet in a position to make a meaningful contribution with regard to the above mentioned requests.

South Africa is currently in the process of developing a strategy for the implementation of the Convention on Biological Diversity (CBD). As soon as this process is under way and the appropriate and responsible organisations have been identified, we would submit the information you requested (Target date, 31 August 1996).

Yours sincerely
Kallie Naude
Assistant Director
Department of Environmental Affairs and Tourism